

se refléter dans leur participation effective aux différents niveaux de la vie politique. Il ne peut y avoir de démocratie véritable là où les femmes sont virtuellement exclues de postes de décision.

2) La sous-représentation des femmes peut mettre en péril la légitimité du système démocratique puisqu'elle éloigne les élus des électeurs, et plus particulièrement des électrices. La légitimité de l'issue du processus décisionnel politique diffère donc selon qu'il s'agit des hommes ou des femmes. Et cela peut amener le public à se méfier du système représentatif.

3) La participation au processus politique suppose de formuler, d'avancer et de défendre des intérêts. Les femmes sont conditionnées à avoir des fonctions, des valeurs et des rôles sociaux différents. Il est raisonnable de croire qu'elles sont plus conscientes de leurs besoins et donc davantage capables de faire pression pour qu'on les satisfasse. Par exemple, les femmes sont plus conscientes de la nécessité, pour elles, d'avoir le contrôle de leur propre corps et donc accès aux services de planification familiale; de disposer du nécessaire pour prendre soin de leurs enfants et d'autres personnes physiquement dépendantes et d'être mieux protégées contre la violence et le harcèlement sexuels.

4) Il y a lieu de croire que, si elles sont en nombres suffisants, les femmes politiques peuvent changer le point de mire de la politique. Les femmes sont plus critiques de la définition traditionnelle de la politique. Leur arrivée sur la scène politique a initialement eu pour effet d'en élargir la portée. Des enjeux comme les soins aux enfants, la sexualité et la planification familiale qui, à une certaine époque, étaient confinés au domaine privé sont aujourd'hui considérés politiques.

5) Aucun pays ne peut se payer le luxe de ne pas utiliser toutes ses ressources humaines. Les femmes constituent la moitié du bassin mondial de talent et de capacités. L'importance de leurs rôles fondamentaux sur les plans biologique et social est claire et si leur apport souvent n'est pas reconnu, elles contribuent néanmoins de façon importante aux économies nationales par leur travail rémunéré et non rémunéré. L'exclusion des femmes de postes de décision et de corps élus appauvrit la vie publique et entrave le développement d'une société juste. [Traduction] (sommaire : Nations Unies, 1995 : XII-XIII).

Ce qui est vrai des démocraties plus anciennes vaut tout particulièrement pour les démocraties fragiles qui cherchent à établir un système politique à partir de la base; les femmes doivent être mises à contribution. Pourtant, les missions de consolidation de la paix contribuent souvent à renforcer les structures de pouvoir masculines plutôt que de chercher des façons de donner du pouvoir à des acteurs additionnels. Au Rwanda, par exemple, seuls des hommes étaient choisis par les conseillers étrangers pour faire partie des nouvelles forces policières (Enloe, 1994:29).